



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement, du Fonds
des Nations Unies pour la population
et du Bureau des Nations Unies
pour les services d'appui aux projets**

Distr. générale
3 juillet 2017
Français
Original : anglais

Deuxième session ordinaire de 2017

5-11 septembre 2017, New York

Point 11 de l'ordre du jour provisoire

Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets

**Rapport statistique annuel relatif aux activités d'achat
des organismes des Nations Unies en 2016**

Biens et services

Résumé

Conformément à la décision 2007/38, le Directeur exécutif du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets soumet dans le présent rapport les données relatives aux achats des organismes des Nations Unies. On peut se procurer le rapport complet dans la langue de l'original auprès du secrétariat du Conseil d'administration et sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies. Le rapport étudie en détail les achats effectués auprès de chaque pays par les organismes des Nations Unies.

Toutes sources de financement confondues, le volume global des achats du système des Nations Unies en 2016 se chiffrait à 17,7 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 137 millions de dollars, soit 0,8 % de plus que l'année précédente. La part des achats effectués dans les pays en transition, les pays en développement et les pays moins avancés représentait 58,5 % du volume total, tandis que le volume des achats provenant des pays les moins avancés atteignait 2,4 milliards de dollars en 2016.

Le rapport complet de 2016 contient :

- a) Une analyse des tendances observées dans les achats du système des Nations Unies par biens et services, pays d'approvisionnement, organismes des Nations Unies et catégorie de biens et de services;
- b) Une étude des achats durables du système des Nations Unies;
- c) Une analyse des marchés conclus entre les organismes des Nations Unies et les fournisseurs ayant signé le Pacte mondial;



- d) Une analyse des achats effectués par les Nations Unies auprès de fournisseurs dans des pays en transition, des pays en développement et des pays moins avancés;
- e) Une analyse des achats des Nations Unies par catégories de biens et de services;
- f) Une analyse des achats collaboratifs effectués par les organismes des Nations Unies (nouveau);
- g) Des tableaux présentant les achats de l'ensemble du système des Nations Unies par pays;
- h) Des tableaux présentant les achats effectués par organisme;
- i) Une analyse comparative des catégories de biens et services achetées par chaque organisme;
- j) Un récapitulatif des achats effectués dans les pays membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques;
- k) Un récapitulatif des achats effectués dans les 20 principaux pays fournisseurs en développement ou en transition;
- l) Un récapitulatif des achats effectués par tous les organismes participants du système des Nations Unies;
- m) Un récapitulatif des achats effectués dans tous les États Membres des Nations Unies, figurant dans la version électronique du rapport; et
- n) Une section relative aux principaux biens et services (d'une valeur de plus de 30 000 dollars) achetés par les organismes respectifs du système des Nations Unies.

Une version électronique du rapport statistique annuel relatif aux activités d'achat des organismes des Nations Unies comportant 4 ans de statistiques (2013-2016) est disponible à l'adresse www.un.org/public/asr.

Éléments de décision

Le Conseil d'administration pourrait souhaiter prendre note du présent rapport et se féliciter des données et des analyses qu'il contient.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	4
II. Total des achats de biens et de services pour les activités opérationnelles du système des Nations Unies	5
III. Les pays fournisseurs du système des Nations Unies en 2016	6
IV. Les 10 principaux pays fournisseurs des organismes des Nations Unies en 2016	7
V. Volume d'achats par région du fournisseur en 2016	8
VI. Achats auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés	10
VII. Les 20 principaux pays en transition, pays en développement et pays les moins avancés fournisseurs des organismes des Nations Unies	13
VIII. Achats des organismes du système des Nations Unies en 2015 et 2016	14
IX. Achats auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés	15
X. Ventilation par catégorie des biens et des services achetés dans des pays développés, des pays en développement et des pays en transition	16
XI. Achats par catégories de biens et de services	18
XII. Achats communs dans le système des Nations Unies	19
Annexe	
Sigles et abréviations utilisés dans les figures et tableaux	23

I. Introduction

1. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) est heureux d'être chargé de collecter et de compiler pour le système des Nations Unies les données mondiales sur les achats.
2. Le rapport de 2016 offre une analyse des achats effectués dans les pays en transition, les pays en développement et les pays moins avancés, ainsi qu'une étude de l'efficacité du fonctionnement du système des Nations Unies, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 57/279, où elle encourageait les organismes des Nations Unies à offrir aux fournisseurs situés dans ces pays davantage de possibilités d'emporter des marchés.
3. Le rapport réunit les données communiquées par 39 organismes des Nations Unies. Le travail de compilation et de publication des statistiques effectué par l'UNOPS est fondé sur la coopération des organismes participants.
4. La classification des pays et territoires utilisée dans le rapport a été révisée et suit celle de la Division de statistique du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat. Le rapport emploie les désignations suivantes : pays les moins avancés; pays en développement; pays en transition et pays développés. Les désignations « moins avancés », « en développement », « en transition » et « développé » n'ont qu'une fin statistique et ne constituent pas une appréciation du stade de développement atteint par tel pays ou telle région.
5. Les données dans la catégorie des « biens » sont fondées sur le pays du fournisseur; les données dans la catégorie des « services » sont fondées sur le pays de l'entrepreneur. Les commandes et les contrats de services sont indiqués selon le montant du contrat et non pas selon les dépenses correspondantes. À l'heure actuelle, de nombreux organismes des Nations Unies ne sont pas en mesure de communiquer leurs données selon l'origine des biens ou selon les dépenses effectives.
6. Les années précédentes, en plus de fournir des données sur les commandes, le rapport statistique rendait compte de la modalité de réalisation nationale, une activité distincte du PNUD. À compter de 2016, cette information ne figure plus dans le rapport, afin d'améliorer la qualité et la comparabilité des données relatives aux achats entre tous les organismes. Les effets de la suppression des données relatives à la modalité de réalisation nationale sont perceptibles dans certaines analyses du rapport qui concernent les pays les moins avancés dans lesquels la modalité était utilisée de manière prépondérante, ainsi que dans les catégories des « biens et services non spécifiés » de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies où, dans les deux cas, on observe une baisse du volume entre 2015 et 2016. La suppression des données relatives à la modalité de réalisation nationale ne signifie pas pour autant que le PNUD a réduit son volume d'achats entre 2015 et 2016. Si l'on supprime les engagements mis en œuvre sur le plan national sur les deux années, on constate que le volume d'achats de l'organisme a augmenté de 16,6 % en 2016. De plus amples informations sur la modalité de réalisation nationale figurent à l'annexe IV de la version en ligne du présent rapport.

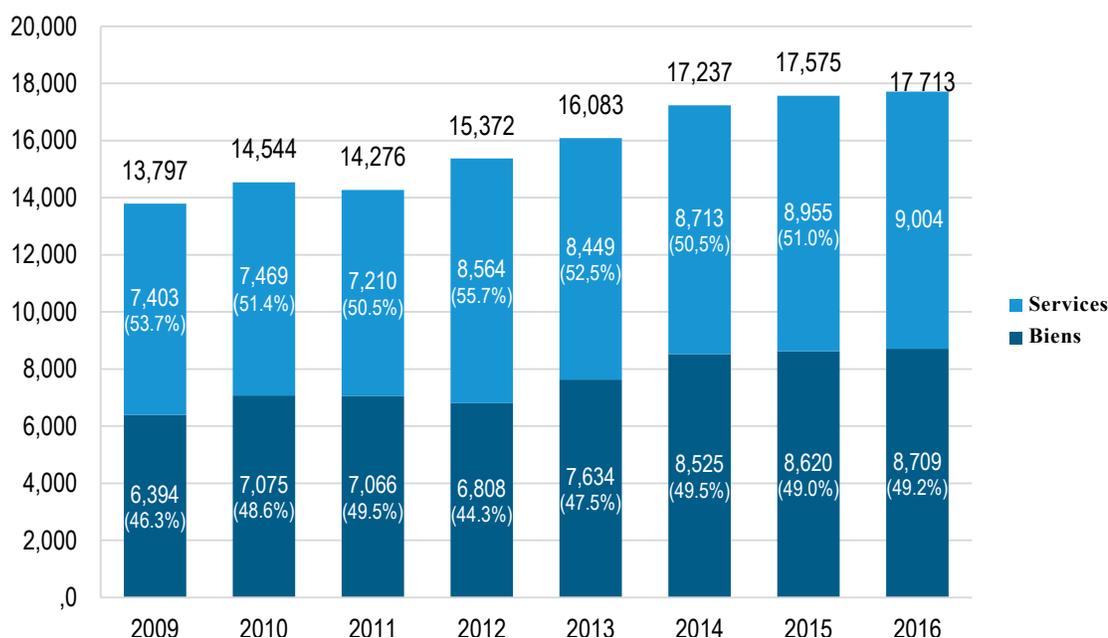
II. Total des achats de biens et de services pour les activités opérationnelles du système des Nations Unies

7. Le montant total des achats de biens et de services des organismes des Nations Unies a augmenté de 0,8 % en 2016 pour atteindre 17,7 milliards de dollars, contre 17,6 milliards en 2015 (fig. 1)¹.

Figure 1

Montant total des achats de biens et de services 2009-2016

(En millions de dollars et en pourcentage)



8. L'augmentation du total des achats entre 2015 et 2016 est essentiellement due à une augmentation du volume de quatre organismes² – le Programme alimentaire

¹ Trente-neuf organismes des Nations Unies ont communiqué des statistiques d'achats en 2016, contre 36 en 2015. Cette hausse du nombre d'organisations participantes s'est traduite par une variation nette de 537,8 millions de dollars du volume total des achats, sachant que le volume de l'OIM atteignait 522,5 millions de dollars, ce qui place le nouvel organisme parmi les 10 premiers en termes de volume d'achat. La suppression des données relatives à la réalisation nationale du PNUD a entraîné une baisse de 1,1 milliard de dollars cette année. Si l'on exclut les nouveaux organismes et les données relatives à la réalisation nationale du PNUD en 2015 et en 2016, l'augmentation corrigée du total des achats du système des Nations Unies était de 5,4 % en 2016, soit 880 millions de dollars.

² Le PAM a enregistré une augmentation de 332,4 millions de dollars; le PNUD a enregistré une augmentation de 241,2 millions de dollars (si l'on exclut les données relatives à la réalisation nationale); le HCR a connu une augmentation de 198,2 millions de dollars et l'augmentation de l'UNOPS était de 183,2 millions de dollars.

mondial (PAM), le PNUD³, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et l'UNOPS – ainsi qu'à l'ajout d'un nouvel organisme dans le système des Nations Unies, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a communiqué ses données pour la première fois cette année dans le cadre du rapport statistique annuel. Dans le même temps, certains organismes ont enregistré une baisse des achats par rapport à l'année dernière, sachant que l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ont pesé le plus lourdement sur la diminution du montant total des achats⁴.

9. L'augmentation des achats du PAM est entièrement due à une hausse des achats de denrées alimentaires liée à des situations d'urgence de niveau 3, en particulier la hausse des livraisons dans la région de l'Afrique australe en raison de la sécheresse provoquée par le phénomène El Niño et l'activation d'une urgence de niveau 3 au Nigéria⁵. Le PNUD a connu une augmentation plus globale, les services de gestion et d'administration ayant augmenté légèrement plus que les autres catégories. Pour le HCR, l'augmentation était principalement imputable à la crise des réfugiés et à la hausse des achats de tentes, de services de soins de santé, ainsi que de matériaux et de services de construction. Les principaux achats de l'UNOPS étaient liés à un projet d'infrastructure au Pérou, ainsi qu'à des services de sécurité (maintien de la paix et désarmement) et des produits pharmaceutiques.

10. Depuis 2009⁶, le montant des achats de services par les organismes des Nations Unies est supérieur au montant des achats de biens, et cette tendance s'est manifestement poursuivie en 2016. Le montant total des achats de biens a augmenté de 88,9 millions de dollars en 2016, soit une hausse de 1 %⁷, alors que celui des achats de services a augmenté de 48,4 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 0,5 %⁸.

III. Les pays fournisseurs du système des Nations Unies en 2016

11. En 2016, les organismes des Nations Unies ont acheté des biens et des services dans 221 pays et territoires. Dans 122 de ces pays, le volume annuel des achats était supérieur à 10 millions de dollars.

³ Le PNUD a enregistré une augmentation de 241,2 millions de dollars si l'on exclut les données relatives à la réalisation nationale en 2015 et en 2016. Le montant communiqué a chuté de 1 milliard de dollars en 2016 par rapport à 2015, année incluant les données relatives à la réalisation nationale.

⁴ Le volume de l'OIT était exceptionnellement élevé l'année dernière en raison des travaux de rénovation réalisés au siège à Genève, ces derniers équivalant à une baisse de 162,7 millions de dollars en 2016. L'OMS a enregistré une baisse de 14 % du volume des achats, qui a entraîné une diminution du volume total des achats des Nations Unies de 124,3 millions de dollars en 2016.

⁵ Les urgences de niveau 3 correspondent à la classification de l'Organisation des Nations Unies pour les interventions en cas de crise humanitaire très grave et à grande échelle. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse <https://www.wfpusa.org/articles/understanding-13-emergencies/>.

⁶ Source : Rapport statistique annuel, de 2009 à 2016.

⁷ L'augmentation corrigée (suppression des données relatives à la réalisation nationale pour l'année 2015) était de 4,6 %, soit 384,7 millions de dollars.

⁸ L'augmentation corrigée (suppression des données relatives à la réalisation nationale pour l'année 2015) était de 13,0 %, soit 1 033 milliards de dollars.

IV. Les 10 principaux pays fournisseurs des organismes des Nations Unies en 2016

12. En 2016, le volume des achats effectués auprès des 10 principaux pays fournisseurs représentait 44,6 % du volume global des achats du système des Nations Unies, contre 44,8 % en 2015. Parmi eux figuraient notamment trois pays en développement (Inde, Émirats arabes unis et Turquie) en 2016, avec un volume commun de 2,58 milliards de dollars, soit 32,7 % du montant total des achats des 10 principaux pays (tableau 1).

Tableau 1

Les 10 principaux pays fournisseurs du système des Nations Unies en 2016

(En millions de dollars et en pourcentage du volume global des achats)

Pays	Biens	Services	Total	% du total
États-Unis d'Amérique	700,63	885,36	1 585,99	8,95 %
Inde	902,59	161,97	1 064,55	6,01 %
Belgique	833,20	72,77	905,97	5,11 %
Émirats arabes unis	725,00	143,83	868,83	4,91 %
Danemark	247,92	490,70	738,62	4,17 %
Turquie	574,49	74,55	649,04	3,66 %
France	407,84	201,63	609,48	3,44 %
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	185,29	420,20	605,49	3,42 %
Suisse	98,25	342,37	440,61	2,49 %
Pays-Bas	338,22	90,3	428,25	2,42 %
Total (10 principaux pays)	5 013,42	2 883,41	7 896,83	44,58 %
Total général	8 708,92	9003,61	17 712,53	100 %

13. La Turquie figurait parmi les 10 premiers pays fournisseurs pour la première fois en 2016, avec un volume d'achats de 649 millions de dollars, soit 3,7 % du total des achats des Nations Unies. Le système des Nations Unies a plus que doublé ses achats en Turquie en 2016 par rapport à 2015, avec une augmentation de 105 %, principalement liée aux achats du PAM et du HCR. Quatre-vingt-trois pour cent de cette augmentation est due à la hausse des achats de denrées alimentaires par le PAM et 13 % représente les achats du HCR liés aux services de gestion et d'administration, ainsi qu'au matériel pour les abris. La Turquie fournit près de 76 % des denrées alimentaires achetées par les Nations Unies. Les autres catégories achetées auprès de la Turquie sont les services de gestion et d'administration, les vêtements et les chaussures, et le matériel pour les abris.

14. Les Émirats arabes unis figurent parmi les 10 premiers pays fournisseurs depuis 2013 et, malgré une augmentation de 63,7 millions de dollars du volume des achats en 2016, ils sont devenus le quatrième pays fournisseur des Nations Unies après avoir occupé la troisième place en 2015. La part des Émirats arabes unis par rapport au total des achats est passée de 4,6 % en 2015 à 4,9 % en 2016. Les principales catégories achetées aux Émirats arabes unis sont les denrées

alimentaires, le carburant, le matériel pour les abris et les services de construction. Les biens et les services provenant des Émirats arabes unis ont été principalement achetés par la Division des achats des Nations Unies, le HCR, le PAM, le PNUD et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). L'augmentation enregistrée en 2016 est essentiellement due à la hausse des achats de matériel pour les abris par le HCR.

15. L'Inde est l'un des 10 premiers pays fournisseur depuis 2000 et demeure le deuxième pays fournisseur des Nations Unies en 2016, comme c'est le cas depuis 2012. Néanmoins, entre 2015 et 2016, le volume est passé de 1,3 milliard de dollars à 1,1 milliard de dollars et la part des achats par rapport au total des Nations Unies de 7,3 % à 6 %. Ceci est dû à une diminution des achats de produits pharmaceutiques qui a entraîné une baisse de 97 % du volume d'achat. L'Inde demeure le principal fournisseur de produits et de services de santé pour le système des Nations Unies, avec 803,79 millions de dollars dans le secteur de la santé en 2016; les produits pharmaceutiques demeurent la principale catégorie d'achat en Inde. Les achats effectués auprès de l'Inde comprenaient également les denrées alimentaires, les services de gestion, ainsi que le matériel et les fournitures à usage médical. Les biens et les services provenant d'Inde ont été principalement achetés par l'UNICEF, l'Organisation panaméricaine de la santé, le PNUD et le PAM.

16. Pour la première fois depuis 2004, l'Afghanistan ne figure pas parmi les 10 principaux pays fournisseurs du système des Nations Unies en 2016. Cela s'explique presque entièrement dû (98 %) par l'exclusion des données relatives à la réalisation nationale du PNUD.

V. Volume d'achats par région du fournisseur en 2016

17. La figure 2 montre la répartition des pays fournisseurs par région et indique clairement que la plupart des achats des Nations Unies sont réalisés auprès de fournisseurs situés en Asie et en Europe. Ces deux régions ont également enregistré la plus forte croissance au cours des quatre dernières années.

18. En Asie, l'augmentation est essentiellement due aux achats effectués auprès de fournisseurs situés en Turquie, aux Émirats arabes unis, en Iraq, en République de Corée et en Jordanie. Les pays qui ont le plus contribué à la croissance en 2016 sont la Turquie et la Jordanie, bien que la moitié de l'augmentation totale dans la région de l'Asie en 2016 soit due à une hausse des achats par le PAM dans des pays asiatiques non spécifiés.

19. Au cours des quatre dernières années, il y a eu une augmentation générale des achats effectués auprès des fournisseurs européens, notamment ceux de l'Europe du Nord qui ont connu une hausse légèrement plus importante. L'augmentation observée en 2016 est entièrement due aux achats effectués par la Division des achats des Nations Unies auprès de fournisseurs situés au Danemark et au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Au Danemark, on observe principalement une augmentation dans la catégorie des services de sécurité, tandis qu'au Royaume-Uni, c'est dans les catégories des machines de bureau et de la construction spécialisée.

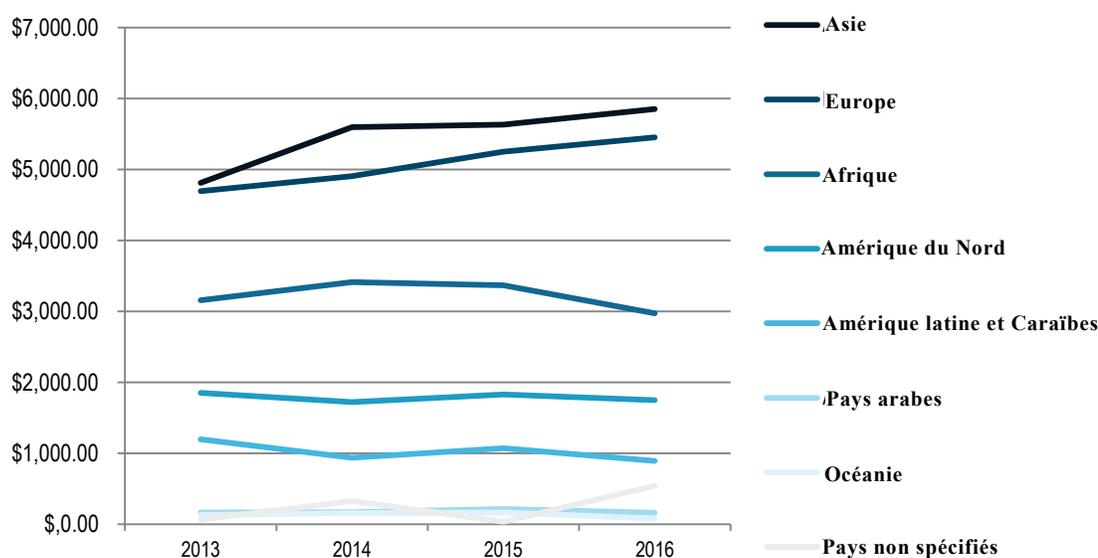
20. La troisième plus grande région fournissant le système de Nations Unies est l'Afrique, qui a connu une augmentation du volume en 2014 et en 2015, puis une

diminution en 2016⁹. Quarante-quatre pour cent de cette diminution est due à une chute des achats au Soudan, principalement du PAM, qui a totalement cessé d'acheter des denrées alimentaires et des transports dans ce pays. La baisse des achats de carburants de la Division des achats explique aussi cette tendance. La diminution du volume total dans la région est attribuable à 27 % à la réduction des achats en Éthiopie, là encore en raison d'une baisse des achats effectués par le PAM et la Division des achats dans la catégorie des transports. Ces mêmes organismes ont également réduit leurs achats au Libéria et au Kenya, ce qui a contribué à la baisse générale en 2016.

21. Les achats auprès des fournisseurs d'Amérique du Nord ont été stables, atteignant un peu moins de 2 milliards de dollars par an au cours des quatre dernières années, et les achats auprès des fournisseurs d'Amérique latine et des Caraïbes ont fluctué autour de la barre des 1 milliard de dollars par an pendant la même période. Les fournisseurs des pays arabes et de l'Océanie ont été stables, avec un volume oscillant entre 100 et 200 millions de dollars.

Figure 2
Achats des Nations Unies par région, 2013-2016

(En millions de dollars)



VI. Achats auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés

22. Depuis les années 90, les organismes des Nations Unies se sont efforcés d'accroître les achats auprès des pays en développement et en transition, un effort

⁹ 36,8 % de la diminution observée en 2016 est attribuable au changement dans la méthode d'établissement des rapports, puisque les données relatives à la réalisation nationale du PNUD ne sont plus prises en compte. Même sans ce changement méthodologique, on constate qu'en raison de cette baisse, le volume d'achats enregistré pour l'Afrique en 2016 est inférieur au volume initial de 2013.

appuyé par l'Assemblée générale dans sa résolution 57/279 sur la réforme des achats, qui encourage les organismes à offrir aux fournisseurs situés dans des pays en développement et en transition davantage de possibilités de remporter des marchés. Cette demande a été réitérée en 2007 par l'Assemblée générale dans sa résolution 61/246; en réponse, les organismes des Nations Unies ont accru leurs commandes auprès de ces pays tous les ans¹⁰

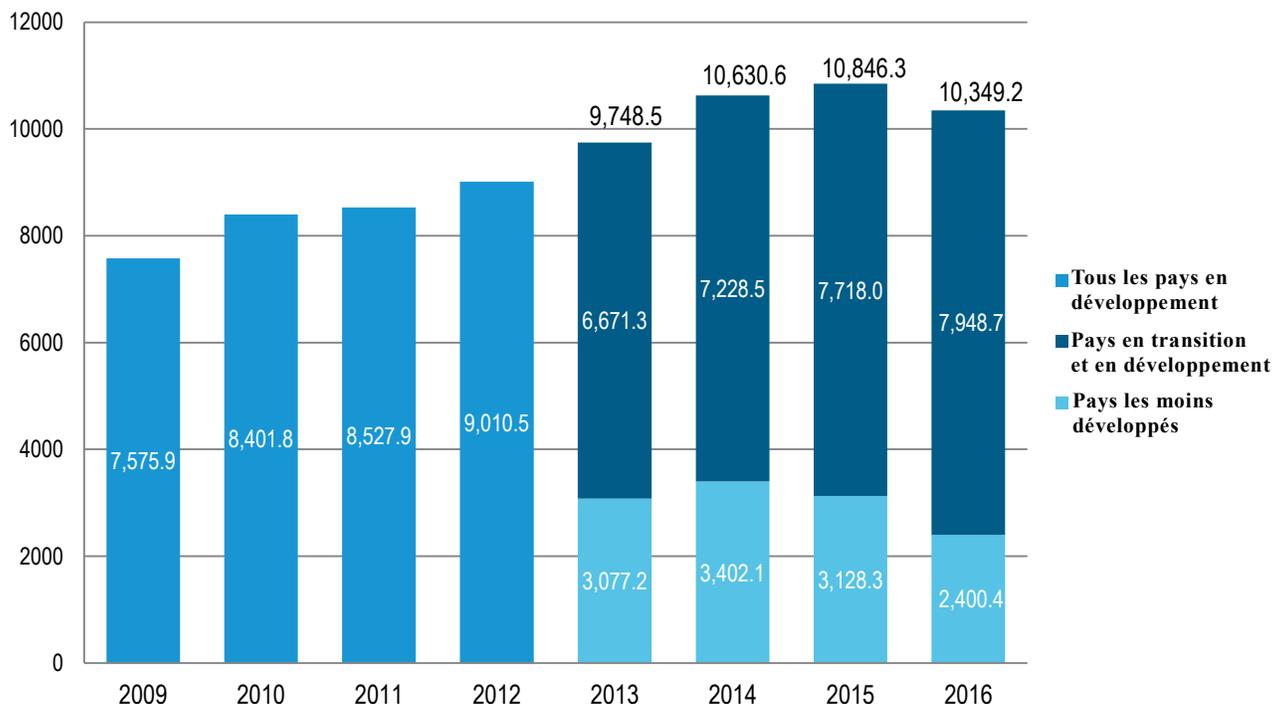
23. Le volume d'achats auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés a continué d'augmenter en 2016. Les totaux corrigés, qui excluent les données relatives aux engagements du PNUD mis en œuvre au niveau national sur toutes les années antérieures à 2016, montrent que l'augmentation réelle des achats effectués auprès des pays en développement était de 706,5 millions de dollars. La diminution de 10,3 milliards de dollars observée sur la figure 3 est entièrement due à l'exclusion des engagements du PNUD mis en œuvre au niveau national en 2016, dans la mesure où 92,2 % des données sont liées aux pays en transition, aux pays en développement et aux pays les moins avancés. La hausse cumulée du volume des achats en provenance des pays en développement après 2009 a été de 36,6 %¹¹. En comparaison, pendant la même période, la hausse cumulée du volume des achats auprès des pays développés était de 12,3 %.

¹⁰ Source : Rapports statistiques annuels, de 2009 à 2016.

¹¹ Source : Rapports statistiques annuels, de 2009 à 2016.

Figure 3
Achats des Nations Unies auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés (2009-2016)¹²

(En millions de dollars)



24. En 2016, la part des achats effectués auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés représentait 58,5 %¹³ du volume total, contre 61,7 % en 2015¹⁴. Le volume des achats effectués auprès des pays les moins avancés atteignait 2,4 milliards de dollars en 2016, ce qui signifie que sur 100 dollars d'achats effectués par les organismes des Nations Unies, 14 dollars étaient dépensés auprès d'un fournisseur situé dans un pays moins avancé. Les achats effectués auprès de pays non spécifiés ont considérablement augmenté en 2016, atteignant 544,0 millions de dollars, compte tenu du fait que la nouvelle organisation, l'OIM, n'a pas été en mesure d'indiquer quels étaient les pays fournisseurs¹⁵.

25. En 2016, 29 % des achats réalisés par les organismes des Nations Unies avaient été saisis au niveau d'un « segment » de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies, et les 71 % restants au niveau d'une « famille » (ou un niveau inférieur), cette dernière donnant de plus amples détails sur les catégories de biens et de services fournis. Il s'agit d'une amélioration dans la

¹² Valeurs totales ventilées entre pays les moins avancés, en transition et en développement entre 2013 et 2016, lorsque ces chiffres détaillés étaient disponibles dans les rapports statistiques annuels.

¹³ 13,6 % pour les pays les moins avancés et 44,9 % pour les pays en développement.

¹⁴ Si l'on exclut les données relatives à la modalité de réalisation nationale pour 2015, la part des pays en développement était de 59,2 % en 2015.

¹⁵ 35,8 millions de dollars en 2015.

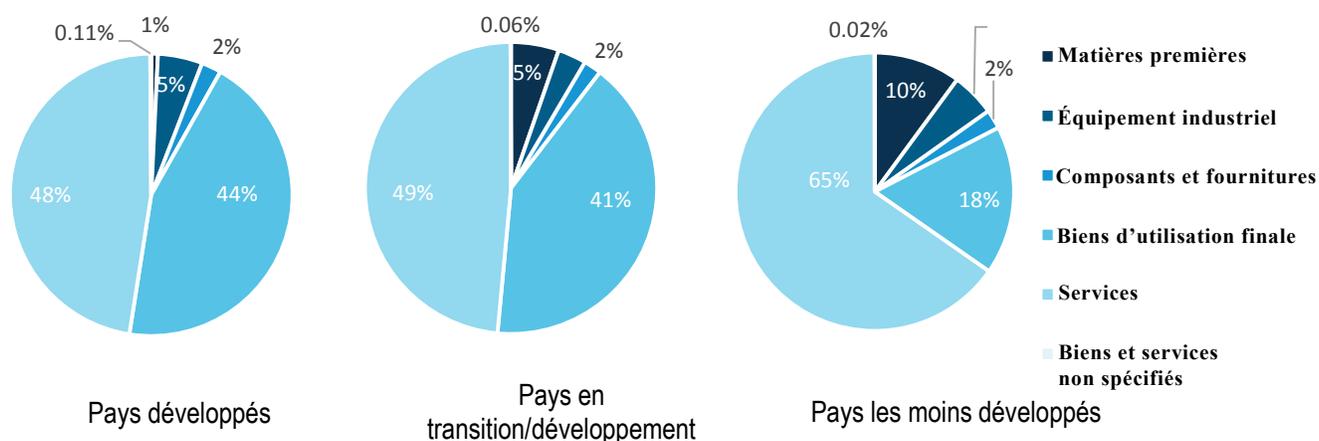
précision par rapport à l'année dernière, puisque 34 % des données relatives aux achats avaient été saisies au niveau d'un segment et 66 % à un niveau plus détaillé. Dans l'ensemble, des achats ont été rapportés dans la totalité des 57 segments et dans 380 familles sur 486¹⁶.

26. La figure 4¹⁷ examine les achats effectués par les organismes des Nations Unies au niveau d'un segment, en les répartissant dans cinq grands groupes. La figure montre que les organismes achètent majoritairement des services et des produits finis dans les pays développés, ces catégories représentant à elles deux 92 % du total des achats. Les achats effectués dans les pays en transition et les pays en développement suivent une répartition analogue, avec les services et les produits représentant 90 % du volume total, bien que ces pays aient une proportion légèrement plus importante de matières premières (5 % contre 1 %) par rapport aux pays développés. Pour les pays les moins avancés, les achats de produits finis représentent une part légèrement inférieure du volume total (18 %) par rapport à chacun des autres groupes de pays, tandis que la part des achats de matières premières et de services est plus élevée en comparaison à ces groupes.

Figure 4

Achats auprès des pays développés, des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés répartis selon les groupes de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies (2016)

(En pourcentage)



¹⁶ Dans la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies, le « segment » est le niveau le plus élevé de la catégorie et la « famille » représente le deuxième niveau le plus élevé. La Classification possède quatre niveaux de hiérarchie au total.

¹⁷ Si l'on compare ce chiffre à celui de l'année dernière, la part des biens et services non spécifiés est légèrement plus faible dans tous les groupes, en raison de l'exclusion, cette année, des engagements du PNUD mis en œuvre au niveau national.

VII. Les 20 principaux pays en transition, pays en développement et pays les moins avancés fournisseurs des organismes des Nations Unies

27. La part des biens et services achetés par les organismes des Nations Unies dans les 20 principaux pays en transition, pays en développement et pays les moins avancés représentait 36 % du volume total des achats, soit une baisse de 2,9 points par rapport à l'année précédente¹⁸.

Tableau 2

Les 20 principaux pays en transition, pays en développement et pays les moins avancés fournisseurs des organismes des Nations Unies en 2016

(En millions de dollars et en pourcentage)

Pays	Biens	Services	Total	% du total
Inde	902,59	161,97	1 064,55	6,01 %
Émirats arabes unis	725,00	143,83	868,83	4,91 %
Turquie	574,49	74,55	649,04	3,66 %
Kenya	139,32	255,28	394,60	2,23 %
Fédération de Russie	78,87	248,76	327,63	1,85 %
Jordanie	103,73	209,85	313,58	1,77 %
Liban	95,33	195,25	290,57	1,64 %
Éthiopie	93,73	155,41	249,13	1,41 %
Chine	158,77	69,82	228,58	1,29 %
République de Corée	187,94	27,18	215,12	1,21 %
Iraq	90,98	115,29	206,27	1,16 %
Pakistan	88,64	106,72	195,36	1,10 %
Afrique du Sud	42,28	151,37	193,65	1,09 %
Pérou	18,2	175,28	193,30	1,09 %
Afghanistan	60,80	128,36	189,16	1,07 %
Soudan du Sud	54,60	124,07	178,66	1,01 %
Soudan	117,42	58,77	176,19	0,99 %
Ukraine	54,10	100,33	154,43	0,87 %
République démocratique du Congo	39,30	105,40	144,69	0,82 %
Panama	121,38	22,19	143,57	0,81 %
Total (20 principaux pays)	3 747,26	2 629,67	6 376,93	36,00 %
Total général	8 708,92	9 003,61	17 712,53	100 %

28. La Turquie a connu une augmentation de 105 % de son volume d'achats par rapport à 2015, en raison d'une augmentation des achats de denrées alimentaires par le PAM, comme cela a été indiqué précédemment. La Jordanie, le Pérou et l'Iraq ont également enregistré des augmentations importantes (49,2 %, 48,2 % et 33,4 %, respectivement) par rapport à leur volume de 2015. L'augmentation des achats

¹⁸ Si l'on exclut les engagements mis en œuvre au niveau national des données de 2015, la part des 20 principaux pays fournisseurs était de 37,8 % en 2015, et la baisse n'était que de 1,8 point.

auprès de la Jordanie est essentiellement due à la hausse des achats de l'UNICEF, du PAM et du HCR, dont les principales catégories sont les services relatifs aux bâtiments et à la construction, les services de gestion et d'administration et les denrées alimentaires. L'augmentation enregistrée en 2016 par le Pérou est entièrement attribuable à un projet d'infrastructures qui a occasionné une hausse des achats de services relatifs aux bâtiments et à la construction par l'UNOPS. L'augmentation en Iraq est principalement liée à une hausse des achats de services relatifs aux bâtiments et à la construction par le PNUD.

29. Certains pays ont connu une baisse des achats en 2016 (tableau 2). En raison des changements dans la méthode d'établissement des rapports, l'Afghanistan occupe le 15^e rang en 2016 alors qu'il était 3^e en 2015¹⁹. En 2016, les achats effectués au Soudan ont diminué de 38 %, essentiellement en raison d'une baisse des achats de services de transport et de denrées alimentaires par le PAM²⁰. La contraction des achats de carburants de la Division des achats des Nations Unies explique aussi cette diminution. Les achats auprès de l'Éthiopie ont également beaucoup baissé en 2016, accusant une chute de 21,3 % par rapport à 2015, principalement en raison d'une diminution des achats de services de transport du PAM et de la Division des achats²¹.

VIII. Achats des organismes du système des Nations Unies en 2015 et 2016

30. La figure 5 présente le volume des achats des organismes des Nations Unies en 2015 et 2016, et comprend le pourcentage des achats provenant des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés²².

31. Si le montant total des achats du système des Nations Unies a augmenté de 137,2 millions de dollars en 2016²³, pour 18 des 39 organismes, le montant des achats a diminué. Pour six organismes, le volume des achats a augmenté de plus de 20 % par rapport à celui de 2015.

¹⁹ La suppression des engagements du PNUD mis en œuvre au niveau national

²⁰ La diminution est calculée en excluant la baisse due à la suppression des engagements du PNUD mis en œuvre au niveau national.

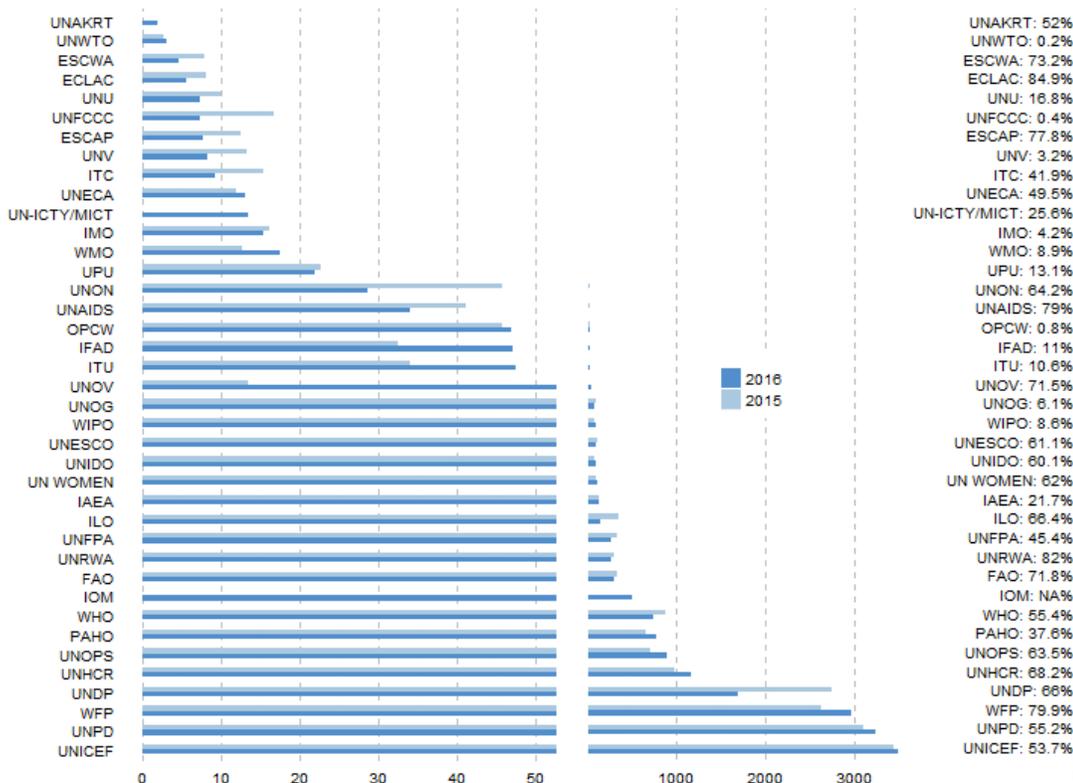
²¹ Voir la note de bas de page 20.

²² La colonne de droite indique le pourcentage des achats réalisés en 2016 dans des pays en développement et en transition.

²³ L'augmentation corrigée pour 2016 était de 880 millions de dollars, en excluant les nouveaux organismes (l'OIM, l'Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le Mécanisme pour les tribunaux pénaux internationaux) et les données de 2015 relatives aux engagements du PNUD mis en œuvre au niveau national, car l'inclusion de ces volumes fausserait la comparaison entre les années.

Figure 5
Montant total des achats des organismes des Nations Unies et pourcentage des achats réalisés dans des pays en développement et en transition, en 2015 et 2016

(En millions de dollars et en pourcentage)



IX. Achats auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins avancés

32. La figure 6 montre le montant des achats des 10 principaux organismes²⁴, qui représentent 89,4 % du total des achats du système des Nations Unies²⁵. Elle montre également le pourcentage des achats effectués par les organismes en 2015 et en 2016 dans les pays en transition, les pays en développement et les pays les moins avancés²⁶. Les achats effectués par les 10 principaux organismes dans ces pays ont augmenté de 565,7 millions de dollars, sauf pour le PNUD, qui a connu une diminution de 1,1 milliard de dollars en raison de la suppression des données

²⁴ En termes de volume d'achats.

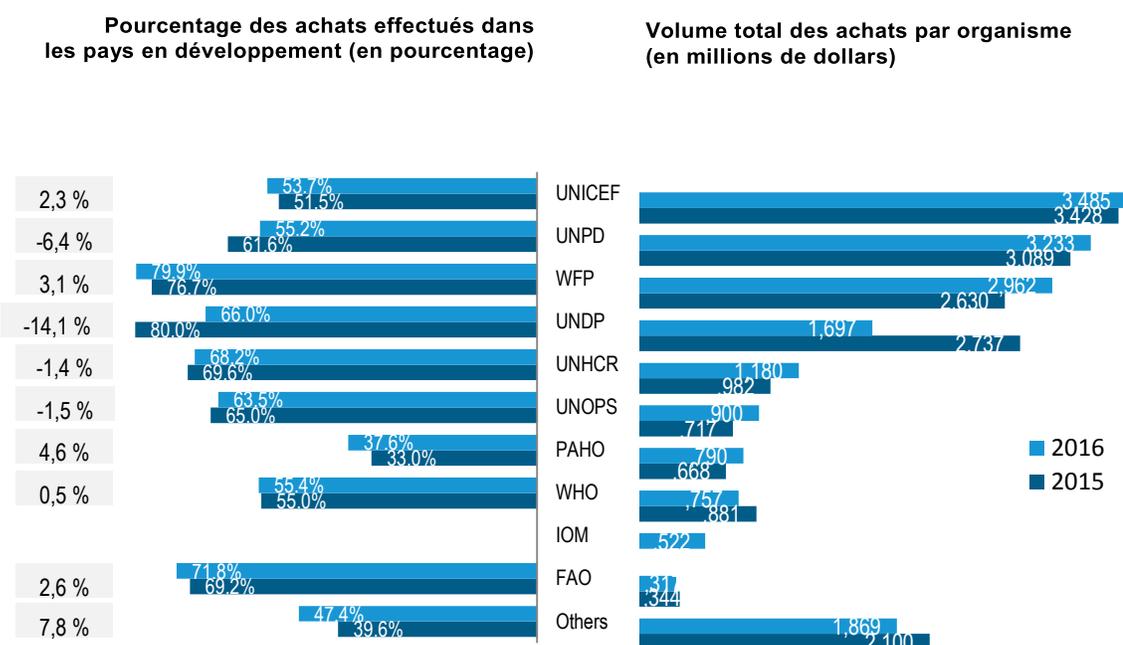
²⁵ Contre 90,2 % en 2015, soit une légère diminution.

²⁶ Étant donné que l'OIM n'a pas été en mesure d'indiquer quels étaient les pays fournisseurs, il ne figure aucun pourcentage des achats effectués auprès de ces pays.

relatives aux engagements mis en œuvre au niveau national²⁷. Le montant total des achats réalisés par chaque organisme en 2016 est présenté dans l'ordre décroissant.

Figure 6

Achats effectués par les organismes du système des Nations Unies auprès des pays en transition, des pays en développement et des pays les moins développés en 2015 et 2016

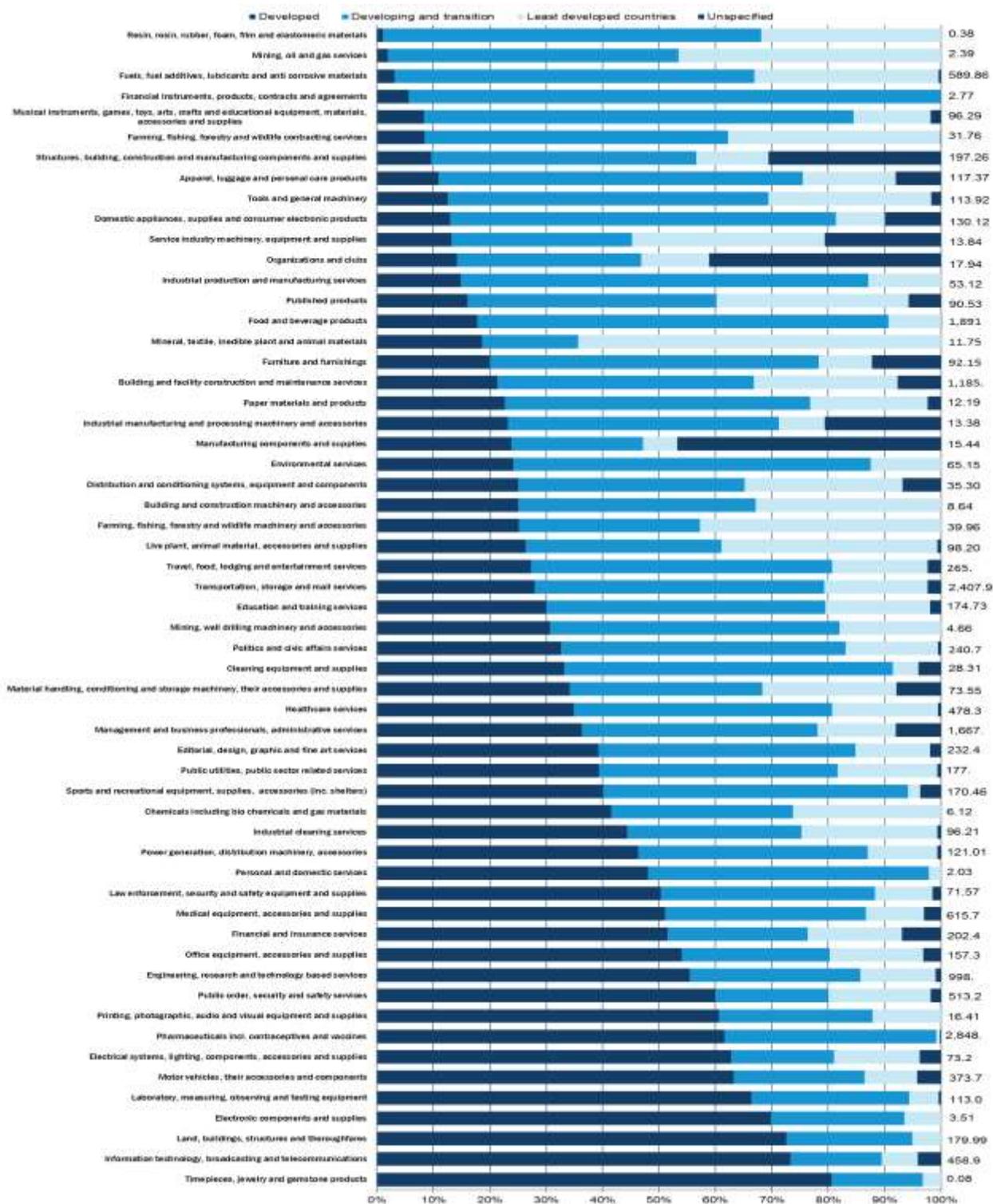


X. Ventilation par catégorie des biens et des services achetés dans des pays développés, des pays en développement et des pays en transition

33. Ces 10 dernières années, les organismes des Nations Unies ont effectué la majorité de leurs achats auprès de fournisseurs situés dans des pays en développement. Le tableau ci-après donne un aperçu des différentes catégories de biens et de services et montre lesquelles sont principalement achetées dans des pays développés et dans des pays en développement.

²⁷ Le PNUD a enregistré une augmentation de 241,2 millions de dollars (17 %) en 2016, si l'on exclut de l'année 2015 les engagements mis en œuvre au niveau national.

Figure 7
Répartition des catégories de biens et de services entre pays développés, en transition, en développement et pays moins avancés, incluant le volume total des achats pour 2016
 (En pourcentage et en millions de dollars)



34. En 2016, 30 catégories de biens et de services ont été essentiellement achetées dans des pays en développement (fig. 7). Pour chacune de ces 30 catégories, au moins 60 % des achats provenaient de fournisseurs situés dans des pays en transition, des pays en développement et des pays moins avancés. Cela représente plus de 5,8 milliards de dollars des achats de 2016. Pour 11 catégories, plus de 80 % des achats provenaient de pays en transition, de pays en développement et de pays moins avancés.

35. En revanche, les biens et services de neuf catégories ont été majoritairement achetés dans des pays développés, représentant plus de 2,6 milliards du volume d'achat des Nations Unies en 2016. Dans chacune de ces neuf catégories, au moins 60 % des achats provenaient de pays développés.

36. Le présent rapport affiche un pourcentage plus élevé d'achats effectués auprès de fournisseurs dont le pays n'a pas été précisé. Cela est dû au fait que l'OIM a établi son premier rapport cette année et qu'elle n'a pas été en mesure de donner des informations sur les pays fournisseurs.

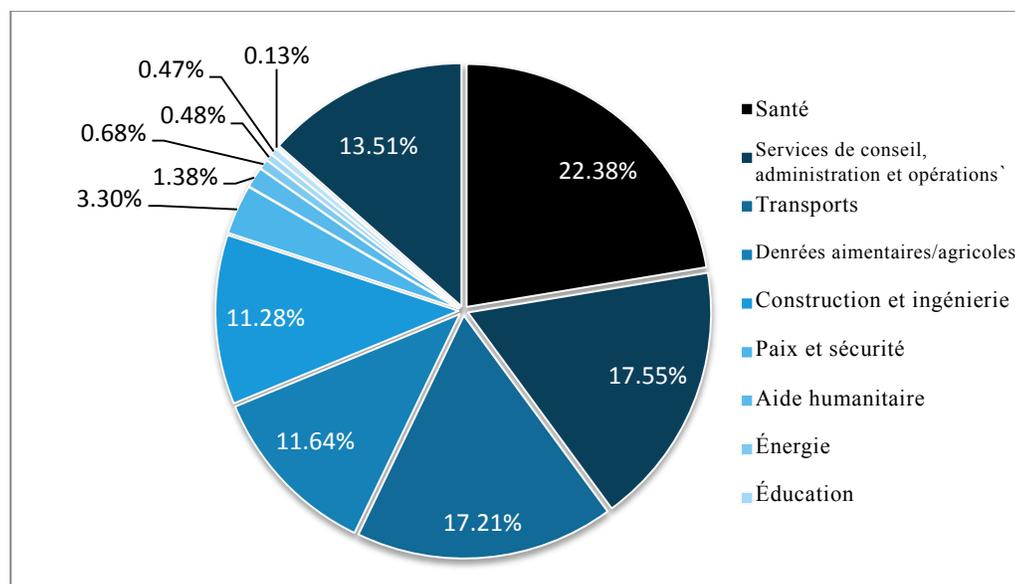
XI. Achats par catégories de biens et de services

37. Les organismes des Nations Unies achètent une grande diversité de biens et de services répertoriés sous différentes catégories liées à un domaine d'achat. Les catégories sont conformes aux domaines d'intervention de l'ONU et à ses opérations d'achat, et n'ont pas été modifiées depuis 2015. Chaque catégorie comprend divers segments et familles selon la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies. La figure 8 présente la répartition des achats des organismes des Nations Unies par grande catégorie de biens et de services.

Figure 8

Ventilation des achats des organismes des Nations Unies par catégories de biens et de services en 2016

(En pourcentage)



38. En 2016, la catégorie Santé représente toujours le plus important volume d'achats (cette catégorie inclut les produits pharmaceutiques, les services de santé, les équipements médicaux et les équipements de laboratoire), avec 22,4 % du total des achats, soit une diminution de 0,6 point par rapport à 2015.

39. La deuxième catégorie la plus importante en 2016 est celle des Services de conseil, administration et opérations, avec 17,6 %, soit une augmentation de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Cette catégorie comprend les biens et les services achetés directement pour les programmes et les projets permanents, ainsi que les services ou les opérations administratives destinés à appuyer les activités de l'ONU.

40. Entre 2015 et 2016, la catégorie Transports (services de transport et véhicules à moteur) est passée de la deuxième à la troisième place en termes de volume d'achats, même si la part de ce dernier par rapport au volume total d'achats du système des Nations Unies est passée de 16,7 % à 17,2 %.

41. La catégorie Denrées alimentaires et agricoles (denrées alimentaires, boissons, plantes et animaux vivants, accessoires et services agricoles) est passée de 10,1 % en 2015 à 11,6 % en 2016. Elle a dépassé la catégorie Construction et ingénierie (fournitures et services de construction, services d'ingénierie, structures), la cinquième en termes de volume, qui a connu une augmentation légèrement plus faible, passant de 10,6 % en 2015 à 11,3 % en 2016.

42. En 2016, la sixième catégorie était celle de la paix et de la sécurité, avec une augmentation de 2 points, atteignant 3,3 % en 2016. Cette catégorie et les cinq restantes (aide humanitaire, action climatique, énergie, éducation et eau potable et assainissement) ont été rajoutées dans le rapport en 2015, afin que les achats soient en adéquation avec les domaines d'intervention liés aux objectifs de développement durable. Les cinq autres catégories représentaient environ 3 % du montant total des achats en 2016.

43. D'autres biens et services, qui rentrent dans la catégorie des achats non spécifiés, représentaient 13,5 % du total en 2016, contre 20,5 % en 2015; cette diminution s'explique par l'absence de données sur les engagements mis en œuvre au niveau national dans le présent rapport.

XII. Achats collaboratifs dans le système des Nations Unies

44. En 2016, c'est la première fois que les achats collaboratifs effectués dans le système des Nations Unies figurent dans le rapport statistique annuel. Ce chapitre présente les données communiquées par tous les organismes participants des Nations Unies dans le cadre du rapport statistique annuel et n'a aucun lien avec le rapport sur les achats groupés présenté au Conseil d'administration au nom du PNUD, du FNUAP et de l'UNOPS.

45. Ce chapitre a été conçu pour répondre à la résolution 71/243 de l'Assemblée générale sur l'examen quadriennal complet. La résolution invite les organismes à renforcer les synergies et l'action interinstitutions, et demande aux entités des Nations Unies de réfléchir plus avant à toutes solutions d'achats communs à l'échelle mondiale, régionale et nationale. L'Assemblée générale a également prié les organismes de tenir des comptes détaillés des avantages tirés des achats en commun et d'en rendre compte dans le rapport statistique annuel relatif aux activités d'achat des organismes des Nations Unies. Les données de 2016 serviront de

référence pour l'établissement des rapports sur les achats collaboratifs en vue d'améliorer l'analyse d'une année sur l'autre selon la disponibilité des données dans ce domaine.

46. En 2016, 18 organismes ont indiqué avoir effectué des achats collaboratifs, tandis que 21 n'ont pas été en mesure de fournir des informations. Les achats collaboratifs englobent les activités suivantes²⁸ : a) le recours aux accords à long terme ou aux contrats déjà conclus par d'autres organismes des Nations Unies; la mise en place et l'utilisation d'accords à long terme conjoints par le biais de la méthode de l'« organisme chef de file »; le recours aux services de passation de marchés d'autres organismes des Nations Unies; d) d'autres collaborations officielles avec les partenaires des Nations Unies via : i) une unité de passation des marchés conjointe, ou ii) le partage des spécifications ou l'élaboration de spécifications communes.

47. En 2016, le volume total des achats collaboratifs atteignait 2,7 milliards de dollars, soit 15 % du volume annuel des achats des Nations Unies. L'organisme ayant communiqué le plus grand volume d'achats collaboratifs est l'UNICEF, avec 83,4 %²⁹ du volume total des achats collaboratifs de l'Organisation des Nations Unies en 2016.

48. Il existe de nombreuses possibilités pour renforcer la collaboration entre les organismes des Nations Unies. Le tableau 3 affiche les catégories de biens et services, par famille de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies, et le nombre d'organismes achetant chacune d'elles. Le tableau indique également le montant total des achats effectués par les organismes des Nations Unies, le volume rapporté des achats collaboratifs³⁰ et le nombre d'accords à long terme pour chaque catégorie. Vingt-deux catégories sont achetées par 30 organismes des Nations Unies ou plus, les principales étant les services informatiques et les services d'assurance et de retraite, achetées toutes deux par 38 des 39 organisations participantes. Concernant les services informatiques, il existe 63 accords à long terme disponibles sur le Portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies, alors qu'il n'y a qu'un seul accord à long terme pour les services d'assurance et de retraite. Le tableau montre également quatre catégories pour lesquelles il n'existe pas d'accord à long terme sur le Portail mondial : les services immobiliers, les services publics de distribution, les services de construction spécialisée et les services de nettoyage et de gardiennage.

²⁸ Tel que défini par le Réseau achats du Comité de haut niveau sur la gestion dans les directives suivantes : https://www.ungm.org/Areas/Public/Downloads/Common_UN_Procurement_at_the_Country_Level_v2.01_French.pdf.

²⁹ L'UNICEF n'a rapporté des activités de collaboration que dans le domaine des achats de biens en 2016. Comme ses achats de services sont plus décentralisés, les activités de collaboration sont difficiles à identifier dans son progiciel de gestion intégré.

³⁰ Il se pourrait qu'il y ait davantage d'achats collaboratifs dans ces catégories que ce qui apparaît dans cette colonne, car ce volume est basé sur les informations communiquées par 18 des 39 organisations participantes seulement.

Tableau 3
Catégories achetées par le plus grand nombre d'organismes en 2016

(Par nombre d'organismes et accords à long terme, en millions de dollars et en pourcentage)

Catégorie, par famille de la Classification normalisée des produits et services des Nations Unies	Volume d'achat	Organismes acheteurs	Achats communs rapportés	Part des achats communs rapportés par rapport au total des achats de la famille	Nbre d'accords à long terme disponibles
Services informatiques	339,76	38	6,10	1,80 %	63
Services d'assurance et de retraite	62,50	38	0,84	1,35 %	1
Logiciels	64,15	37	1,04	1,62 %	42
Transport de courrier et de fret	1 009,71	37	11,89	1,18 %	12
Équipement informatique	196,12	36	5,44	2,77 %	9
Service d'entretien et de réparation des bâtiments	328,45	36	2,14	0,65 %	13
Rédaction et traductions	98,83	35	0,82	0,83 %	3
Services de conseil en gestion	288,62	34	5,58	1,93 %	26
Services d'administration des affaires	551,35	34	2,27	0,41 %	10
Services immobiliers	342,78	33	4,46	1,30 %	0
Services publics de distribution	88,05	33	1,09	1,24 %	0
Hôtels, hébergement, salles de réunion	132,49	33	1,46	1,10 %	29
Télécommunications, services des médias	73,28	32	1,65	2,25 %	4
Équipement et accessoires réseau multimédia	101,42	32	0,98	0,97 %	3
Information écrite	28,97	32	0,21	0,73 %	9
Fournitures de bureau	33,87	32	0,23	0,67 %	9
Sécurité et protection personnelle	356,30	32	1,52	0,43 %	6
Prestation de service dans les technologies de l'information	145,14	32	0,40	0,28 %	32
Services de construction spécialisée	133,44	32	0,29	0,22 %	0
Machines et fournitures de bureau	84,15	32	0,18	0,21 %	9
Services de nettoyage et de gardiennage	80,84	30	0,74	0,92 %	0
Services d'entretien des systèmes de transport	34,84	30	0,17	0,49 %	1

49. Le tableau 4 porte sur tous les achats où un organisme des Nations Unies a été désigné comme organisme fournisseur. Trente-cinq des 39 organismes qui ont communiqué des données sur les achats dans le cadre du rapport statistique annuel ont agi à titre d'acheteur ou de fournisseur auprès d'autres organismes des Nations Unies. Le tableau montre également les huit principaux organismes identifiés comme fournisseurs et le montant des achats réalisés auprès de ces derniers par chaque organisme acheteur.

Tableau 4
Identification des achats interorganisations par organisme acheteur et organisme fournisseur des Nations Unies en 2016.

(En milliers de dollars)

	Organismes fournisseurs des Nations Unies									Total
	UNOPS	PNUD	UNICEF	PAM	ICC	OMS	ONUDI	UNOG	Autres	
PNUD	221 815,80	34 732,64	27,42	263,75	-	18,99	-	-	2 333,25	259 191,85
PNUD	9 969,51	-	85 108,68	12 277,48	36,78	6 050,57	-	59,56	11 556,88	12 5059,47
HCR	386,10	12 144,95	196,89	10 494,55	-	4 450,09	-	11 046,72	18 801,77	57 521,05
OMS	6 965,85	11 450,15	21 710,59	3 082,12	1 825,00	-	-	-	4 432,77	49 466,48
PAM	424,15	18 436,01	2 279,79	-	-	94,32	-	171,20	19 290,36	40 695,83
ONUV	4 887,31	21 171,19	16,46	7,31	-	-	5 991,39	-	433,37	32 507,04
OIAC	30 436,50	-	-	-	98,77	-	-	12,81	54,96	30 603,04
AIEA	4,02	4 539,25	-	-	1 317,00	-	7 890,71	52,36	8 077,23	21 880,57
UNOPS	-	6 692,30	1 880,61	806,86	-	54,35	2,71	-	8 806,97	18 243,80
FNUAP	5 425,79	2 217,48	3 287,69	1 476,55	-	37,89	-	5,00	2 619,64	15 070,05
OMPI	-	622,31	-	-	12 769,95	-	-	166,24	589,43	14 147,92
FIDA	135,60	1 631,21	-	1 546,89	3 533,71	-	-	23,10	4 351,72	11 222,23
OIM	293,02	473,19	406,82	496,99	36,12	0,13	-	112,04	7 209,75	9 028,06
FAO	1 645,94	2 007,33	600,94	654,67	-	364,13	-	85,63	1 465,85	6 824,49
OIT	3 025,52	1 288,07	9,59	87,53	154,49	18,45	-	332,90	1 896,42	6 812,96
ONU-Femmes	672,88	1 098,86	152,45	462,90	-	1 386,19	-	-	1 238,71	5 011,98
UNICEF	8,07	1 887,37	-	1 728,31	-	-	-	-	761,22	4 384,97
ONUDI	138,31	1 419,37	71,67	65,30	-	459,40	-	42,26	2 092,33	4 288,65
ONUG	-	913,11	180,08	2 810,05	-	95,48	-	-	-	3 998,72
UNESCO	93,49	1 737,43	103,83	172,69	-	31,12	80,87	85,22	1 174,85	3 479,52
ONUSIDA	5,00	2 411,20	152,69	308,28	-	-	-	17,49	355,68	3 250,34
ONUN	25,35	2 389,87	-	392,43	-	29,69	-	-	195,47	3 032,81
UIT	5,95	98,24	-	-	-	1 889,49	-	-	718,15	2 711,83
UNRWA	45,00	62,83	8,55	243,08	-	-	-	-	654,86	1 014,32
ESCAP	-	118,11	659,92	202,19	-	-	-	-	17,54	997,75
ITC	5,00	665,97	-	-	-	-	-	-	45,24	716,20
UN-ICTY/MICT	-	95,37	-	-	-	-	-	-	424,80	520,17
IMO	-	2,76	-	-	-	111,78	-	5,91	188,11	308,55
UPU	114,35	-	-	-	-	-	-	5,72	154,50	274,56
WMO	-	90,86	-	-	-	-	-	88,71	68,33	247,90
UNECA	54,51	180,21	-	-	-	-	-	-	0,00	234,72
ESCWA	-	206,56	-	-	-	-	-	-	4,50	211,06
UNAKRT	26,12	3,00	-	-	-	-	-	-	0,00	29,12
ECLAC	-	4,08	-	-	-	-	-	-	0,00	4,08
UNFCCC	-	-	-	-	-	-	-	-	2,95	2,95
Total	286 609,16	130 791,27	116 854,67	37 579,93	19 771,82	15 092,07	13 965,68	12 312,86	100 017,59	732 995,04

Annexe

Sigles et abréviations utilisés dans les figures et tableaux

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CCI	Centre du commerce international
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
ICC	Comité consultatif intergouvernemental
LTA	Accord à long terme
OIAC	Organisation pour l'interdiction des armes chimiques
OIM	Organisation internationale pour les migrations
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la Santé
OMT	Organisation mondiale du tourisme
ONU-Femmes	Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
ONU-TPIY MTPI	Tribunal pénal International pour l'ex-Yougoslavie, Mécanisme pour les Tribunaux pénaux internationaux
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
ONUG	Office des Nations Unies à Genève
ONUN	Office des Nations Unies à Nairobi
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
ONUW	Office des Nations Unies à Vienne
OPS	Organisation panaméricaine de la santé

PAM	Programme alimentaire mondial
PMA	pays les moins avancés
UIT	Union internationale des télécommunications
UNAKRT	Assistance des Nations Unies aux procès des Khmers rouges
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNPD	Division de la population
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies
UNSPSC	Classification normalisée des produits et services des Nations Unies
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle
VNU	Volontaires des Nations Unies
